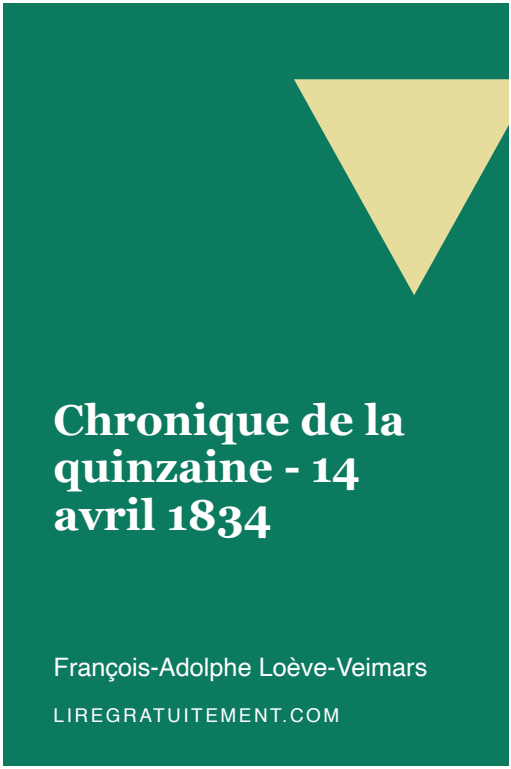


Chronique de la quinzaine - 14 avril 1834

François-Adolphe Loève-Veimars

LU AVEC LIREGRATUITEMENT.COM

Livre libre de droits, lisible gratuitement en ligne et en quinze minutes par jour.

Chronique de la quinzaine - 14 avril 1834

Retour à la liste

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 avril 1834.

Il est difficile, au moment où nous écrivons, de ne pas porter uniquement ses regards sur Lyon, où se livre depuis plusieurs jours cette longue et sanglante bataille offerte depuis quelques mois par le parti républicain au gouvernement de Louis-Philippe. À qui reprocher les cruelles provocations, les défis insultans, les projets d'oppression, les injures et les récriminations inutiles ? À qui faire le procès en ce moment ? Sera-ce au parti populaire, qui paie peut-être à cette heure de son sang, sur le pavé de Lyon, l'imprudence de sa conduite, ou au pouvoir ébranlé qui venait hier confesser du haut des tribunes des chambres son impéritie et son péril ? On ne peut que gémir sur les tristes conditions de notre existence sociale, qui repose en des mains aussi frêles, sur le sort de tous les hommes de bonne foi, qui se trouvent placés dans l'alternative de soutenir un pouvoir qu'ils blâment, et dont les actes leur semblent funestes, ou de donner les mains à une commotion qui nous jetterait sous le coup de la force brutale la plus grossière. C'est là que nous a conduits l'habileté de nos hommes d'état.

Les avis et les remontrances n'ont pas manqué au pouvoir. Les doléances de ses partisans, les menaces significatives de ses ennemis, l'expérience du passé le plus instructif, l'abandon, la tié-

deur des uns, la joie, l'impatience des autres, tout ce qu'un gouvernement doit observer et recueillir, s'était présenté pour l'éclairer dans sa route et lui annoncer le prochain avenir qui vient de se réaliser sous ses yeux. Il a tout repoussé, il a fermé les yeux, il les ferme encore, et, livré à sa sourde opiniâtreté, il refuse de rien entendre. Il semble qu'il se soit donné la mission de rétablir l'empire unique de la force que ni la Convention, ni Napoléon, n'ont pu fonder en France d'une manière durable. Napoléon est le modèle qu'on veut suivre en toutes choses ; on n'excepte que les guerres qui l'ont renversé, et cependant on se plaît à jouer, comme lui, tout l'avenir sur une bataille.

C'est une habileté commune en fait de pouvoir, et bien cruellement déplorable, que celle qui se résout à coups de canon. La France est calme, avide de stabilité et de repos, lasse d'être ballottée d'une dynastie à l'autre, de s'user à soutenir de ses larges épaules les trônes fragiles qu'on lui donne à porter, comme les fardeaux qui se succèdent sur le dos d'une bête de somme. Elle veut vivre enfin, vivre pour elle, cultiver son champ, se livrer au travail qui lui donne l'aisance et la richesse, et pour arriver là, elle fait chaque jour mille sacrifices au pouvoir qui s'est engagé à lui procurer ces biens, sacrifices d'affection, d'ambition, de gloire. Elle tend ses mains vigoureuses à ce pouvoir débile, elle l'aide à marcher, elle le défend et le veille ; elle vient aux chambres lui voter complaisamment des subsides, elle quitte sa demeure et passe les nuits, à sa porte, le fusil sur l'épaule, pour qu'il dorme en paix ; elle accourt en masse dès qu'il se dit en péril, elle se fait même violence et se montre impitoyable quand il s'agit de réduire ses ennemis ; elle lui donne tout enfin, son argent et son sang ; elle lui cède même une partie de ses libertés pour qu'il as-

sure au pays le repos et la paix, et cependant le pays ne peut les obtenir de lui.

Tandis que la France, représentée par toutes ses majorités, renonce à ses passions et à ses ambitions en faveur de la paix, le pouvoir ne songe qu'à satisfaire les siennes. Au lieu de calmer, il excite ; les forces que le pays met à sa disposition pour contenir, il s'en sert pour provoquer, et la guerre qu'il évite au dehors avec tant de souplesse, au dedans il la demande avec ardeur. Ce serait un gouvernement glorieux et accompli s'il traitait avec l'étranger comme il traite avec la France, et s'il gardait pour son peuple une partie de la mansuétude qu'il prodigue à ses ennemis.

Lorsque les événemens de Lyon éclatèrent, l'année passée, il était évident que les ouvriers de Lyon se révoltaient pour une question industrielle ; une fois maître, vainqueur, fort, puissant, le pouvoir ne devait-il pas s'appliquer à concilier les deux classes ennemies qui peuplent cette grande ville. La France compte parmi ses plus dispendieuses institutions un ministère du commerce, ministère tout pacifique de sa nature ; qu'a-t-on fait pour Lyon dans ce ministère ? Les ouvriers étaient mécontens de leur situation ; les octrois, les impôts municipaux pesaient cruellement sur eux et absorbaient une grande partie de leur salaire ; a-t-on seulement daigné leur laisser entrevoir une diminution d'octrois ? Non ; on a préféré les faire menacer d'une destruction complète par les journaux ministériels. On se sentait au côté l'épée de la France, qu'elle a remise aux mains du roi de juillet pour assurer le repos de tous, et l'on s'en est servi pour frapper sur la tête de ceux qui réclamaient leur part de repos et de bien-être. C'est la réponse à tout ; le pouvoir veut être fort, et il se fait brutal. À Lyon comme partout, il a repoussé des plaintes qu'il

pouvait entendre sans s'abaisser, et son insouciance et son égoïsme ont changé en menaces ces humbles plaintes. Dès lors sans doute il était de son devoir de résister et d'opposer la vigueur à ces menaces, mais il était aussi de son devoir de les prévenir et de ne pas les faire naître, et ce devoir, nous ne craignons pas de dire qu'il ne l'a pas rempli. On a dit mille fois, et il faudra bien le croire, que le ministère compte faire ses campagnes d'Égypte et d'Italie dans les rues de Paris et de Lyon, pour imposer silence à ceux qui lui allèguent que ce n'est qu'après des victoires gagnées qu'on peut arriver à un pouvoir sans bornes.

On a beaucoup désapprouvé le projet de loi contre les associations, dont la promulgation est signalée par des événemens si funestes. Dans la position où s'est placé le pouvoir, nous ne saurions le blâmer d'avoir forgé cette arme pour se défendre, car il est certain que son existence est menacée par les associations politiques. Mais qui les a fait naître ? Qui les a irritées ? Qui les a grossies à ce point ? N'est-ce pas le pouvoir qui a affecté tant de mépris pour les demandes, d'abord justes et raisonnables, de ces hommes sortis depuis, il faut le dire, de toutes les limites de la justice, de l'humanité et de la raison. C'est encore à la manie des batailles et des victoires que sont dus les désordres des associations et leur attitude menaçante. Le pouvoir crée, comme à plaisir, des ennemis et des conspirateurs, et au moment du danger, il tremble et appelle la France au secours, bien sûr qu'elle viendra le défendre. C'est ce qu'elle fait en ce moment. Les éloges que le ministère a donnés à l'armée de Lyon n'étaient pas nécessaires pour nous apprendre que l'armée ferait son devoir tout en gémissant de la tâche à laquelle on la condamne. À Paris, la masse de la population s'est montrée, comme partout, amie de l'ordre. Elle agirait encore ainsi, nous n'en doutons pas, même si le ministère

obtenait les lois d'exception que semblaient annoncer samedi les ministres de l'intérieur et des affaires étrangères, en demandant le concours actif des chambres. Le pays est décidé à remettre au pouvoir toutes les armes qu'il demandera ; c'est à lui de connaître celles qui le tueraient lui-même.

La tranquillité de Paris ne sera pas troublée, on doit l'espérer. Le bon sens et la fermeté de la population parisienne feront plus en cette circonstance que toutes les précautions du ministère et les harangues du général Bugeaud, qui a parcouru les casernes en exhortant les soldats à ne pas faire de quartier dans le cas d'une bataille. On se souvient de l'impatience et de l'audace que montrait dernièrement à la tribune M. Bugeaud : on eût dit un lansquenet demandant le carnage. Le langage de M. Bugeaud exprime cependant la pensée des hommes les plus avancés de son parti, mais dépouillée des formes et des précautions dont se revêtent les esprits fins qu'il trahit par sa rudesse.

La lettre suivante, que nous recevons de Lyon, prouve que cette malheureuse pensée a été transmise à la plupart des agens du pouvoir. Nous n'avons pas besoin de faire remarquer sous quelle triste impression elle a été écrite.

« Mon cher monsieur, c'est de l'hôtel de la Préfecture, c'est tout couvert de poussière et de poudre que je vous écris à la hâte ces quelques mots qui vous donneront une faible idée de la malheureuse position de notre ville. Je quitte à l'instant M. Gasparin, et faut-il vous le dire, je n'ai point trouvé en lui ce calme réfléchi, ce courageux sang-froid qui l'avait distingué en d'autres circonstances moins graves ; le général Aymar m'a paru mieux en rapport avec la douleur des circonstances ; il a assisté, lui, à ce dé-

chirant spectacle, il a payé de sa personne, et voilà pourquoi sans doute il juge plus sainement notre position.

« Vous connaissez Lyon et sa position topographique ; cette langue de terre qui s'étend si étroite entre les deux rivières et de l'autre côté de la Saône, ce quartier bâti d'étages sur étages où domine Fourvières ; pour une armée régulière, rien n'est plus facile sans doute que de s'emparer des ponts et par conséquent d'être maître de la ville centrale et plate, et de débusquer des grandes places les ouvriers insurgés, quoique cependant encore des couloirs sombres, des passages tortueux puissent servir à la fusillade désespérée de petites troupes d'insurgés.

« Mais la position véritablement inexpugnable, c'est toute la partie de la ville formant en quelque sorte échelle et qui se trouve sur les rives de la Saône ; de l'archevêché à Fourvières et sur toute la côte qui se prolonge le long de la rivière, il y aurait impossibilité, à moins de détruire de fond en comble toutes les maisons, de pénétrer dans ces véritables défilés de montagnes où chaque rue est un rempart, chaque étage un retranchement. Aussi les insurgés sont-ils là maîtres de tout le terrain, et le général Aymar a bien jugé la position en se gardant de les faire attaquer. Lyon est donc aujourd'hui divisée en deux villes, l'une au pouvoir des ouvriers, l'autre sous l'autorité régulière du préfet ; et une chose bizarre dans notre triste position, c'est qu'il y a impossibilité pour une partie de la ville comme pour l'autre de s'attaquer mutuellement. Si les ouvriers voulaient attaquer les ponts et venir encore dans la ville plate, ils seraient infailliblement repoussés, car ici l'artillerie peut jouer et l'armée se déployer ; et du côté de l'archevêché, l'armée ne peut faire un mouvement en avant, car elle s'engagerait dans les défilés dont je vous ai parlé, en

éprouvant des pertes énormes. Nous avons donc deux gouvernemens, l'un auquel préside M. Gasparin, l'autre que domine je ne sais quel nouveau Spartacus qui surgira là pour faire ses conditions, s'il ne triomphe pas, car enfin cela ne peut durer ; et ce qu'espèrent les hommes sages, ceux-là surtout qui, comme moi, désirent le maintien de l'ordre actuel, c'est qu'une transaction loyalement exécutée vienne mettre un terme au sanglant chaos qui gronde sur nos têtes.

« Je viens d'en causer avec M. Gasparin, et c'est un malheur de le dire, je ne sais quels ordres reçoivent les fonctionnaires du gouvernement ; mais jamais il ne sort de leur bouche que ces paroles dominatrices : « Soumission absolue, point de conditions ! » On croit par là faire de la force et l'on n'aboutit qu'à prolonger les conflits déplorables ; n'est-ce pas assez de sang répandu ? faut-il pour le triomphe d'une idée ou d'un système s'égorger jusqu'au bout ? J'ai fait observer à M. Gasparin qu'il fallait attendre les ordres de Paris pour s'engager plus avant dans la lutte ; plus le préfet a eu de reproches à se faire dans le principe, en ne déployant pas assez de vigueur lors du jugement des mutuellistes, plus il veut aujourd'hui racheter son pardon par ses appareils de sévérité inflexible. Moi qui connais bien la position, je crois qu'il faut user avec les ouvriers de beaucoup de ménagemens ; ils peuvent, quand ils le voudront, dévaliser celles des maisons qui sont sous leur domination absolue, et par conséquent se maintenir long-temps dans la position qu'ils se sont faite. D'un autre côté, les ouvriers du Rhône, de St.-Étienne peuvent s'armer et accourir d'un moment à l'autre, et ces hommes hardis peuvent imprimer à la sédition un caractère tellement grave qu'elle compromette le gouvernement. Éclairez donc

le pouvoir d'en haut pour qu'il arrête ses fougues de zèle qui sont aussi un désordre.

« Pardonnez-moi le peu de suite qui règne dans mes idées. Je ne souhaite pas que vous ayez jamais le triste spectacle que nous avons sous les yeux, vos journées de juillet ne sont rien en comparaison, et ce qu'il y a de triste, c'est que rien n'est fini encore. Dieu sauve la France ! »

Il est à peu près certain que les évènemens de Lyon se termineront encore sans que le désordre et ces scènes cruelles se répandent au loin. On sait maintenant à quoi s'en tenir sur d'autres nouvelles qui avaient été répandues dans le dessein d'augmenter l'agitation ; ces nouvelles auront déjà vieilli et seront oubliées quand nous livrerons notre feuille à la publicité, et sans doute Lyon sera pacifié. Mais quelle pacification, et quelle paix le ministère aura donnée à cette malheureuse ville !

Il sera temps alors de parler du nouveau ministère ; mais jusque-là on ne peut songer qu'à Lyon, on ne peut parler que de Lyon et de ses désastres. Qui songe aujourd'hui à M. Persil, quoique la nomination de M. Persil au ministère de la justice soit un fâcheux indice pour le pays, et peut-être une nouvelle cause de désordre ? Les débats du ministère, les intrigues de la recomposition ministérielle, les refus de l'amiral Duperré et de l'amiral Jacob, qui ont nécessité la nomination de l'amiral Roussini au poste occupé par M. de Rigny ; la retraite forcée du duc de Gaëte et de M. Barbé-Marbois, remplacés à la banque et la cour des comptes par M. d'Argout et par M. Barthe ; toutes ces choses s'absorbent dans le grand évènement de Lyon, et nous aurions mauvaise grâce à nous appesantir sur ces misères.

Nous devons rependant parler de M. d'Argout, car nous avons à lui rendre justice. Le dernier acte de M. d'Argout dans le conseil a été, nous dit-on, de demander une exception dans l'application de la nouvelle loi, pour toutes les associations littéraires, religieuses et industrielles, que M. d'Argout voulait dispenser d'une autorisation. Cette louable proposition, repoussée par la majorité, a hâté la retraite de M. d'Argout. Une telle manière d'interpréter la loi des associations ne pouvait s'accorder avec la pensée de son auteur, M. Persil. M. d'Argout est déjà un homme dépassé dans le système. Qui sait si M. Persil lui-même ne le sera pas bientôt ?

Sans doute il est déplorable que M. le duc de Gaëte, l'une de nos plus anciennes capacités industrielles, ait été si violemment arraché du gouvernement de la banque pour faire place à M. d'Argout ; mais nous n'avons pas oublié le mécontentement qui accueillit la nomination de M. de Gaëte à ce poste, occupé alors par M. Laffitte. M. Laffitte remplissait depuis plusieurs années les fonctions de gouverneur de la banque, il les remplissait gratuitement, et il avait renoncé, avec une générosité bien rare, au traitement de 100,000 francs auquel il avait droit. M. le duc de Gaëte accepta la place et le traitement qui fut réduit depuis à 60,000. Nous prenons assurément beaucoup de part à sa disgrâce, mais il pourra se consoler en songeant que celle de M. Laffitte ne fut pas moins brusque ni plus méritée.

Les événemens de Lyon nous ont presque fait oublier ceux de Bruxelles, qui sont cependant bien faits pour alarmer les gouvernemens. Une sorte de régularité et d'ordre a présidé à ce pillage ou plutôt à ce saccage, car on ne cite pas le moindre vol de la part des assaillans. Le prince de Ligne, qui se trouvait à Paris, et qui

est au moment d'épouser la fille du marquis de Traesegnies, venait de faire meubler avec beaucoup de somptuosité l'hôtel qu'il habitait à Bruxelles. Tous les meubles ont été mis en pièces, les glaces brisées, on n'a respecté que les tableaux. Le peuple, apprenant que ces tableaux ne pouvaient être remplacés, les laissa intacts, et alla porter le désordre plus loin. Les meneurs avaient une liste à la main, celle des souscripteurs pour les chevaux achetés au haras de Tervueren et envoyés au prince d'Orange. Ils entraient avec précaution dans les hôtels qui leur étaient désignés, s'informaient avec soin de l'appartement occupé par le souscripteur, et plaçaient des sentinelles pour empêcher le saccage des appartemens voisins. Seize maisons ont été dévastées de la sorte ; elles étaient occupées par les plus grands seigneurs de la Belgique, alliés à toutes les grandes familles de l'Europe, et le traitement qu'ils ont éprouvé a causé la plus pénible impression à Paris et à Londres. Le gouvernement belge, formé d'après le nôtre, offre, comme lui, un mélange de faiblesse et de force dangereuse et inutile.

Plus tard, en un moment plus calme, nous dirons en détail toutes les intrigues qui ont précédé et suivi la recomposition du ministère, — s'il existe encore quand nous écrirons.

P. S. Comme nous l'avions prévu, les désordres n'ont pas été de longue durée. Les dernières nouvelles de Lyon annonçaient la fin des hostilités, et les troubles qui ont éclaté hier dans un des quartiers les plus populeux de Paris ont cessé ce matin, après quelques tentatives d'insurrection bien malheureuses pour ceux qui les ont faites. On assure que les barricades élevées dans les rues Beaubourg et Quincampoix n'étaient défendues que par quelques hommes isolés ; quoi qu'il en soit, la garde nationale et

les troupes n'ont pas tardé à s'en rendre maîtres. — On parle aussi d'une tentative d'assassinat sur les princes, et d'un horrible massacre qui aurait eu lieu dans une maison d'où un coup de feu a été dirigé, dit-on, sur M. le duc d'Orléans. Nous en sommes encore aux rumeurs à ce sujet ; mais nous avons la triste certitude que le sang français a été encore versé dans les rues de Paris. — Quand le pouvoir de juillet, si puissant aujourd'hui, songera-t-il, non plus à réprimer les rébellions, mais à les prévenir ?

Tout ou Rien, par Paul Foucher. — Le jeune auteur dont nous annonçons ce récent ouvrage, en a écrit déjà plusieurs autres en vers et en prose, dans lesquels, au milieu de beaucoup d'inégalités et de défauts propres à l'école moderne, on pouvait remarquer de vraies beautés et des traits d'une imagination vigoureuse. Comme M. Alfred de Musset, dont il est le contemporain, il a écrit tout au sortir du collége ; mais sa maturité s'est plus fait attendre que celle du chantre de Don Paës et de la Camargo. L'inconvénient de ces productions précoces du talent, quand il ne se forme pas tout d'un coup, c'est de mettre le public dans le secret des efforts et des essais par lesquels on passe ; c'est d'achever ses études devant lui et de doubler, en quelque sorte, sa rhétorique hors du collége et sous des yeux moins bienveillans. Le public alors, quand il s'occupe de vous, arrive vite à une première opinion de laquelle il se défait ensuite malaisément. On a été ainsi sévère pour M. Foucher, et sa proche parenté avec un poète célèbre n'a servi qu'à mieux éclairer certains défauts d'imitation et d'exagération que tout jeune homme apporte dans sa première manière. Il a donc fallu à M. Foucher un grand fonds d'enthousiasme et une vraie inspiration intérieure pour triompher de ces ennuis que sa prompte imagination lui grossissait sans doute encore. Cependant il a persévéré, et de notables progrès d'observa-

tion et de style ont percé dans ses derniers volumes. Celui que nous annonçons exprime, dans un langage assez simple, et dont le défaut est de négligence parfois plutôt que de recherche, des situations touchantes et des sentimens étudiés sur la nature. L'action se passe en Angleterre, nous l'eussions mieux aimée chez nous, en France, à cause de la vérité plus réelle des mœurs : il est si difficile d'être fidèle, en écrivant, aux mœurs d'une nation étrangère, à moins de les avoir observées de très près. Pourtant rien ne nous a paru trop en dehors de la donnée anglaise dans le roman de M. Foucher. L'idée du livre est la double peinture d'une ame de femme douce, tendre, aimante, mais à la fois timorée, froide, et n'osant jamais rien qu'à demi, et, tout à côté, d'une ame de jeune homme, bouillante, passionnée, jalouse, exigeante, égoïste et sombre à la façon moderne. Ces deux caractères sont vrais, et celui de la femme, de miss Hannah, intéresse par les nuances même qui s'y succèdent et ne s'achèvent pas ; tout homme a rencontré ainsi dans le monde quelque femme douce, sensible, aimante, mais jusqu'à un certain degré seulement, et méfiante d'ailleurs, craintive, cédant aux considérations mondaines, insuffisante. Le caractère du héros, sir James, est plus vrai qu'intéressant ; ce jeune homme ombrageux, violent, déraisonnable, appelle sur sa tête et sur tout ce qui l'entoure un malheur qu'il crée par sa seule fantaisie. Il a l'infini dans le cœur, dit le romancier, il est organisé vivement pour aimer ; soit, mais il gouverne bien mal cette puissance intérieure ; il a tout l'égoïsme aveugle de la passion, et jamais le sacrifice éclairé. Amoureux de miss Hannah, il la compromet d'abord par la fougue de ses manières ; quand elle a épousé lord Arthur, il la compromet par sa brusque invasion chez elle à l'heure de la nuit. Mais tout cela est de la fumée de première jeunesse, et je le lui pardonnerais. Une

fois le divorce obtenu, une fois Hannah devenue sa femme, que ne sait-il être heureux ? Il devient alors jaloux du passé ; il se dévore en idée de ce qu'il n'a pas eu ; il est poursuivi par un souvenir comme si c'était une crainte. Toute cette subtilité de tourment est bien décrite, mais sir James n'y gagne pas en intérêt ; il lui manque une part de sacrifice et de désintéressement moral dans l'amour. L'auteur déclare en sa préface « que l'amour désintéressé est une vieille illusion qu'on ne saurait assez battre en brèche, et qu'une grande passion doit se composer, à la fois, de tous les sacrifices de ce qui est en son pouvoir et de toutes les exigences de ce qui est dans ses droits. » Il y a plus de pompe que de justesse dans cette maxime. Le désintéressement et le sacrifice dans l'amour sont éternels comme le véritable amour ; comme lui, ils sont toujours rares. C'est parce que sir James est entièrement étranger à cette pensée, qu'il se conduit ainsi au gré de sa nature fougueuse, et que, tout vrai qu'il est, il ne charme pas. J'aurais voulu que l'auteur fît ressortir ce manque moral du héros. On demanderait aussi çà et là des scènes plus développées et reposées. Mais le livre est plein d'ailleurs d'observations assez profondes ou fines sur le cœur humain dans l'amour. Ainsi la première fois qu'Hannah congédie James, James anéanti sort ; mais, en avançant vers la porte, il voit dans une glace le visage d'Hannah en pleurs. « À quoi tiennent les choses ! Si dans ce moment James n'eût pas rencontré sur son passage cette glace qui lui montra le visage d'Hannah baigné de larmes, il ne fût pas revenu sur ses pas… Il fût sorti, et jamais peut-être n'eût cherché à revoir Hannah !… Mais une passion comme la sienne l'eût tué, dira-t-on, si elle n'avait été nullement partagée. — C'est précisément parce qu'elle ne se serait crue nullement partagée qu'elle aurait guéri. Le découragement est un sûr contre-poison contre toute grande

passion, qui s'éteint faute d'espérance comme une lampe faute d'aliment. D'ailleurs, l'amour-propre blessé travaille perpétuellement à nous affranchir de liens qui humilient ; c'est une lime qui agit sans cesse et qui nous délivre peu à peu de toutes les captivités morales. Ce qui est le plus fatal peut-être à toute âme vivement organisée pour aimer, c'est de rencontrer une affection vraie et sympathique, mais timorée, qui l'arrête, qui la captive, mais qui ne la satisfasse pas. » Je citerai encore cette pensée : « Le moyen le plus simple de faire rougir un jaloux d'une injuste exigence, c'est de lui proposer ce qu'il n'ose demander, et ce que cependant il accepte toujours. » De telles observations morales annoncent certes un grand progrès vers la maturité du talent ; et, sous ce rapport, le dernier roman de M. Foucher, malgré un reste d'inexpérience qui s'y trahit, mérite de sincères éloges.

— L'Athénée de Marseille, qui avait fourni, il y a quelques années, à M. J.-J. Ampère, la première occasion de produire en public son talent de professeur érudit et éloquent, a eu cette année, pour représentant et pour organe de la littérature moderne, un jeune poète dont le nom a été jusqu'ici moins connu que l'œuvre, et dont l'œuvre et le nom sont destinés à une publicité, à une renommée croissante. M. Brizeux, auteur du charmant et tendre poème de Marie, achève en ce moment à l'Athénée de Marseille une série de leçons sur la littérature et la poésie contemporaine ; la nouveauté de ses vues, la délicatesse et la sûreté de ses jugemens y ont jeté un éclat plein de charme, qui lui a tout d'abord conquis son auditoire. Une nouvelle voie s'est ouverte à M. Brizeux à côté de son sentier poétique qu'il ne désertera point pour cela. Le voilà propre à enseigner, à expliquer par l'analyse, en même temps qu'à chanter et à peindre ; il sera critique sans cesser d'être poète. Félicitons l'Athénée et le public de Marseille de

savoir apprécier les leçons de ces ingénieux talens et de montrer une libéralité, si rare aujourd'hui, pour les études qui honorent ; il y a de la Grèce dans ce goût-là.

— L'Histoire de la réforme, de la ligue et du règne de Henri iv, par M. Capefigue, est un de ces ouvrages d'érudition qui appelle un examen particulier que nous ferons prochainement. En attendant, il faut constater un fait, les immenses recherches, les sources nouvelles, les documens inédits puisés en Espagne, en Italie, dans les manuscrits de la bibliothèque royale à Paris, dans les bibliothèques de province, et qui donnent un aspect tout neuf à ces grandes luttes de la science et de l'esprit de liberté en Europe pendant le XVI siècle. C'est quelque chose qu'un ouvrage puisé aux sources. Quant aux idées, aux systèmes, à la contexture du vaste drame historique qu'embrasse M. Capefigue, ils méritent une discussion sérieuse, et nous y reviendrons.

Sources et licence

Texte : https://fr.wikisource.org/wiki/Chronique_de_la_quinzaine_-_14_avril_1834. Domaine public ; transcription Wikisource CC BY-SA 4.0. Mise en forme : liregratuitement.com. Tout ce que nous ajoutons reste libre.